

**Autorité environnementale**  
conseil général de l'Environnement et du Développement durable  
[www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr)

**Décision de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur l'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la commune de Le Cannet (06)**

n° : F-093-17-P-0020

✓

**Décision du 14 juin 2017**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement**

La formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable qui en a délibéré le 14 juin 2017,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F-093-17-P-0020 (y compris ses annexes) relative à l'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la commune de Le Cannet, reçue de la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes le 14 mars 2017, complété par un envoi reçu le 3 mai 2017 ;

**Considérant les caractéristiques du plan de prévention des risques d'inondation à élaborer :**

- qui a pour objet, suite au retour d'expérience de l'épisode pluvieux des 3 et 4 octobre 2015, de doter la commune de Le Cannet d'un plan d'exposition aux risques d'inondations ;

- dont l'établissement vise à réduire ou éviter d'aggraver la vulnérabilité des personnes et des biens dans les zones soumises à ce risque d'inondations et notamment à soustraire de l'urbanisation certains secteurs hydrauliquement stratégiques des lits moyens et majeurs des cours d'eau ;

- qui n'entraînera pas, selon les indications données par le pétitionnaire, de prescription de travaux, notamment de travaux d'aménagements de cours d'eau ;

**Considérant les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, en particulier :**

- le territoire de la commune de Le Cannet supportant une population de plus de 42 000 habitants et la plus forte densité au kilomètre carré du département des Alpes-Maritimes (5 516 hab/km<sup>2</sup>) ;

- l'absence d'incidence notable prévisible sur la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « Rocher de Roquebillière », qui fait également l'objet d'un arrêté de protection de biotope, située en bordure du territoire de la commune, du fait de l'absence de travaux prévus par le plan de prévention ;

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, l'élaboration du plan de prévention des risques d'inondations de la commune de Le Cannet, présentée par la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, n° F-093-17-P-0020, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

**Article 2**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

V

Fait à la Défense, le 14 juin 2017,

La formation d'autorité environnementale  
du conseil général de l'environnement  
et du développement durable,  
représentée par son président



Philippe LEDENVIC

#### **Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale  
Ministère de la transition écologique et solidaire  
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable  
Autorité environnementale  
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 Boulevard de l'Hautil  
BP 30 322  
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX



024251



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES MARITIMES

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer des Alpes-Maritimes

Service eau et risques

Affaire suivie par : Fabrice Moliner

☎ : 04.93.72.75.18

✉ : fabrice.moliner@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le

13 MARS 2017

Le directeur départemental des territoires  
et de la mer des Alpes-Maritimes

à

Conseil général de l'environnement et du  
développement durable  
Autorité environnementale

**Objet :** évaluation environnementale des plans de prévention des risques d'inondation

- demande d'examen au cas par cas pour l'élaboration du PPRi de Le Cannet

**Pièce jointe :** notice de la demande d'examen au cas par cas avec ses annexes cartographiques

Conformément aux dispositions des articles L. 122-4, R. 122-17 et -18 du Code de l'environnement, j'ai l'honneur de vous consulter afin de déterminer l'éligibilité ou non à évaluation environnementale du projet d'élaboration du plan de prévention des risques d'inondations de la commune de Le Cannet.

Les inondations catastrophiques des 3 et 4 octobre 2015 ont dramatiquement rappelé la nécessité de couvrir d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRi) les communes présentant les plus forts enjeux et exposées à un aléa significatif.

Selon l'article R. 122-18 du code de l'environnement, vous disposez d'un délai de deux mois pour me notifier votre décision. L'absence de réponse de votre part au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

Cette demande d'examen au cas par cas est un préalable à la signature de l'arrêté de prescription de l'élaboration du PPRi qui doit être signé par le préfet.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous apporter toute information complémentaire utile à la bonne instruction de ce dossier.

Le Directeur départemental  
des Territoires et de la Mer

Serge CASTEL

u



Liberté Égalité Fraternité  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer  
Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes

**Élaboration du plan de prévention des risques  
d'inondation de la commune de Le Cannet  
(Alpes-maritimes)**

**Dossier pour l'examen au cas par  
cas de l'obligation de faire une  
évaluation environnementale**

**Personne publique responsable de la révision du PPR**  
Direction Départementale des Territoires et de la Mer des  
Alpes-Maritimes

Le présent dossier comporte 6 pages dont les annexes.

## Table des matières

Introduction.....	3
1.Caractéristiques principales du plan.....	3
1.1.Contexte.....	3
1.1.1.Cadre réglementaire.....	3
1.1.2.Circonstances particulières motivant la révision du PPRi.....	3
1.1.3.Stratégie locale de gestion du risque d'inondations.....	4
1.2.Le projet de PPRi.....	4
2.Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées.....	5
2.1.La commune concernée : Le Cannet.....	5
2.2.Enjeux environnementaux du territoire.....	5
3.Principales incidences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et la santé humaine.....	6
3.1.Effets potentiels sur l'étalement urbain.....	6
3.2.Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles.....	6
3.3.Effets potentiels sur les pollutions des eaux (accidentelles notamment).....	6
3.4.Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages.....	6
3.5.Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations aux pollutions et nuisances.....	6
4.Cartes annexées au présent rapport.....	7

W

# Introduction

Le projet présenté s'inscrit dans le cadre de la prévention des risques naturels prévisibles d'inondation. Comme le stipule l'article L. 562-1 du code de l'environnement, « l'État élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations (...) ».

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-maritimes (DDTM 06) intervient pour le compte du préfet des Alpes-maritimes pour élaborer le plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la commune de Le Cannet.

Comme le stipule l'article R. 122-17-II du Code de l'environnement, les PPR sont susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas, y compris dans le cas d'une révision.

L'article R. 122-18 du Code de l'environnement précise le contenu du dossier qui doit être adressé à la formation d'autorité environnementale du CGEDD. L'objet du présent rapport est de communiquer les informations requises à ce titre au CGEDD pour qu'il puisse se prononcer sur la nécessité ou non de réaliser ultérieurement une évaluation environnementale. La décision qui en découlera devra être stipulée sur l'arrêté de prescription du PPR.

Cette démarche est donc antérieure à la prescription du PPR.

## 1. Caractéristiques principales du plan

### 1.1. Contexte

#### 1.1.1. Cadre réglementaire

L'élaboration du PPRi sera réalisée selon les modalités définies aux articles L. 562-1 et suivants du code de l'environnement.

La commune de Le Cannet est la sixième commune du département des Alpes-maritimes en termes de population et elle présente de forts enjeux humains et économiques.

À ce jour, cette commune n'est pas couverte par un PPR.

L'élaboration du PPRi est prescrite pour Le Cannet dans la mesure où le croisement d'aléas significatifs et d'enjeux forts fait naître un risque potentiellement élevé dont la prévention nécessite pleinement la mise en œuvre d'un PPRi.

#### 1.1.2. Circonstances particulières motivant la révision du PPRi

Le samedi 3 octobre 2015, les communes de la zone côtière entre Mandelieu-la-Napoule et Nice ont connu un épisode orageux intense. Les conséquences de ces précipitations exceptionnelles ont été d'une ampleur catastrophique notamment sur les communes littorales situées entre Mandelieu-la-Napoule et Biot.

Les périodes de retour des précipitations observées sont localement plus que centennales avec notamment une valeur record enregistrée à Cannes avec 175 mm en 2 heures.

Les débits générés par ces précipitations ont été particulièrement importants à l'aval de petits bassins versants tels que la Grande Frayère, le Riou de l'Argentière ou la Brague. Ils ont dépassé les hypothèses utilisées pour élaborer les PPRi existants et justifient que des PPRi soient élaborés sur certaines communes non couvertes dont notamment Mougins, Le Cannet et Grasse.



### 1.1.3. Stratégie locale de gestion du risque d'inondations

La stratégie locale de gestion du risque d'inondations (SLGRI) des Alpes-maritimes approuvée par arrêté préfectoral 2016-61 prévoit cette action à la mesure 1 de l'objectif 1 qui est, pour mémoire :

*Objectif n°1 : Améliorer la prise en compte du risque d'inondation et de ruissellement urbain dans l'aménagement du territoire et l'occupation des sols*

*Mesure 1 : Poursuivre l'élaboration et l'actualisation des PPRi en intégrant le risque de rupture de digues*

Cette mesure prévoit notamment :

- d'élaborer ou réviser les PPRi sur les zones les plus impactées par l'événement du 3 octobre 2015 (communes de Biot, Antibes, Mandelieu La Napoule, Cannes, Le Cannet, et Mougins)
- d'élaborer les PPRi sur les communes à enjeux non pourvues d'un PPRi, notamment Grasse.

Ce PPRi s'inscrit pleinement dans le plan de gestion du risque inondation (PGRI) et dans sa déclinaison locale qu'est la stratégie locale de gestion du risque d'inondations liée au territoire à risque important d'inondations (TRI) de Nice-Antibes-Cannes-Mandelieu.

Extrait de la SLGRI approuvée, en page 33 :

#### ***< Actions spécifiques de la SLGRI***

*Mettre à jour la connaissance du risque inondation sur les 6 communes les plus impactées par les intempéries du 3 octobre 2015, Antibes, Biot, Cannes, Le Cannet, Mandelieu-la-Napoule et Mougins, par l'élaboration d'un porter-à-connaissance du risque inondation, en exploitant les repères des Plus Hautes Eaux (PHE) puis la révision ou l'élaboration des PPRi sur ces 6 communes (État)*

*Engager des études sur les bassins urbains à enjeux non couverts par un PPR(État)*

*Mettre à jour les PPRi les plus anciens, notamment ceux antérieurs à 2000 (État)*

*Animer un groupe de travail sur la prise en compte des risques d'inondation dans les documents d'urbanisme (EPTB, État, collectivités). »*

## 1.2. Le projet de PPRi

Le PPRi va contenir des mesures telles que listées au II- de l'article L. 562-1 du code de l'environnement :

« - Ces plans ont pour objet, en tant que de besoin :

1° De délimiter les zones exposées aux risques, dites "zones de danger", en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

2° De délimiter les zones, dites "zones de précaution", qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ;

3° De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

4° De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou

2

l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

III. - La réalisation des mesures prévues aux 3° et 4° du II peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur.

IV. - Les mesures de prévention prévues aux 3° et 4° du II, concernant les terrains boisés, lorsqu'elles imposent des règles de gestion et d'exploitation forestière ou la réalisation de travaux de prévention concernant les espaces boisés mis à la charge des propriétaires et exploitants forestiers, publics ou privés, sont prises conformément aux dispositions du titre II du livre III et du livre IV du code forestier.

V. - Les travaux de prévention imposés en application du 4° du II à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités. »

## 2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées

### 2.1. La commune concernée : Le Cannet

La commune de Le Cannet se situe entièrement dans le périmètre du TRI Nice-Cannes-Mandelieu.

Le Cannet est une commune de 42 531 habitants au dernier recensement de la population.

La densité de population y est de 5 516 habitants /km<sup>2</sup>. La commune de Le Cannet présente la plus forte densité de population des Alpes-Maritimes.

À ce jour, la commune du Cannet dispose d'un POS approuvé mais elle va être soumise au RNU.

### 2.2. Enjeux environnementaux du territoire

Type de zone	existence	Interférence avec zonage du PPRi
SAGE	non	
territoire à fort enjeu écologique du SDAGE	non	
SRCE	oui	Interférence très ponctuelle
Natura 2000	non	
ZNIEFF	oui	Interférence très réduite
arrêté de biotope	non	
zones humides	non	
Parc ou réserve naturelle	non	
Périmètre de protection de captage AEP	non	

L'ensemble des zones évoquées est représentée sous forme de cartographie en annexe.

u

### **3. Principales incidences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et la santé humaine**

#### **3.1. Effets potentiels sur l'étalement urbain**

Les PPRi n'ont pas vocation à geler l'urbanisation des communes de leurs périmètres mais permettent au moyen de prescriptions d'accompagner les mutations urbaines en garantissant leur prise en compte au regard du risque inondation. Ils visent à réduire les impacts négatifs des inondations sur la population, les biens, l'environnement, l'économie. Ils contribuent à améliorer la résilience du territoire.

#### **3.2. Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles**

Les PPRi ne constituent pas un programme de travaux mais arrêtent des prescriptions qui permettent de réduire la vulnérabilité d'un territoire et de préserver les zones naturelles. En aucun cas ne seront prescrites des mesures structurelles (de ralentissement dynamique par exemple). Les prescriptions sont relatives à l'entretien des ouvrages existants et des cours d'eau, à la gestion de crise (PCS, information préventive, plans d'évacuation ERP), aux établissements et équipements sensibles.

#### **3.3. Effets potentiels sur les pollutions des eaux (accidentelles notamment)**

Il n'y a pas d'impact négatif sur la pollution des eaux, plutôt des effets positifs. En effet, les prescriptions peuvent conduire à encadrer les modalités de stockage des produits polluants et d'ancrage des citernes dans les zones inondables.

La création de zones d'expansion des crues est également une mesure qui va dans le sens de la préservation des milieux aquatiques.

#### **3.4. Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages**

Pas d'impact significatif.

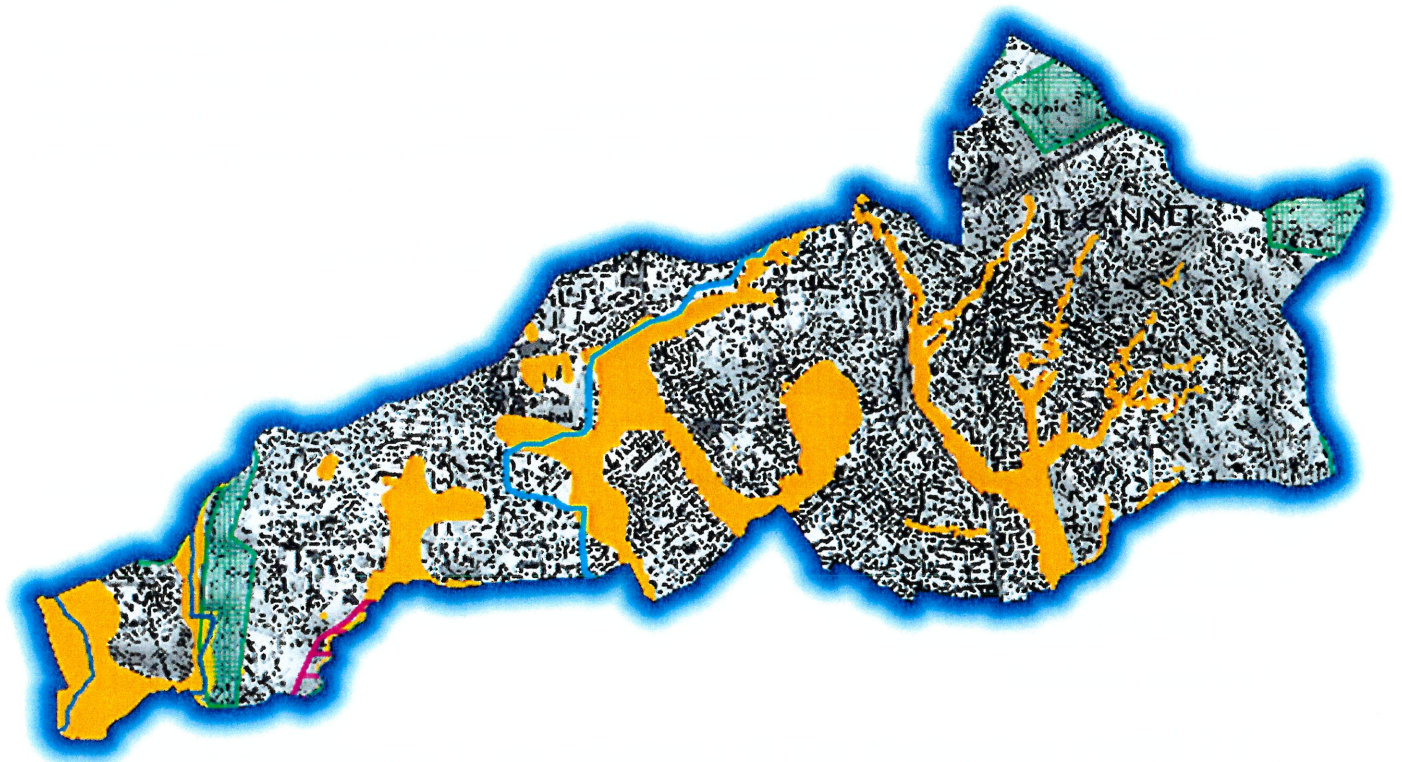
#### **3.5. Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations aux pollutions et nuisances**

Le PPRi a vocation à protéger les biens et les personnes et non pas à les exposer à des risques nouveaux.

### **4. Carte annexée au présent rapport**

1. Croisement du périmètre du projet de PPRi avec les principaux zonages environnementaux sur la commune de Le Cannet

# Croisement du périmètre du projet de PPRi avec les principaux zonages environnementaux sur la commune de Le Cannet



## Légende

- |                                        |                                               |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------|
| périmètre d'étude prévisionnel du PPRi | ZNIEFF                                        |
| Périmètre de protection des captages   | Arrêtés préfectoraux de protection de biotope |
| Zones humides                          | Parc Naturel régional                         |
| zonages SRCE                           | Cours d'eau principaux                        |
| N2000                                  |                                               |

Sources : DDTM 06, CEREMA, DREAL PACA, IGN.

22

Reçu à l'Ac le 03 MAI 2017



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES ALPES MARITIMES

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer des Alpes-Maritimes

Service eau et risques

Affaire suivie par : Fabrice Molinier

☎ : 04 93 72 75 18

✉ : fabrice.molinier@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le

Le directeur départemental des territoires  
et de la mer des Alpes-Maritimes

à

Conseil général de l'environnement et du  
développement durable  
Autorité environnementale

**Objet :** évaluation environnementale des plans de prévention des risques d'inondation

- Compléments à la demande d'examen au cas par cas pour l'élaboration du PPRi de Le Cannet

**Pièce jointe :** carte d'aléa inondation élaborée dans le cadre d'un porter à connaissance suite aux inondations d'octobre 2015

Conformément aux dispositions de l'article L. 122-18 du Code de l'environnement, j'ai saisi l'Autorité environnementale le 14 mars 2017 afin d'évaluer l'éligibilité à évaluation environnementale du projet d'élaboration du plan de prévention des risques d'inondations de la commune de Le Cannet. À la suite de votre courrier du 24 mars 2017, j'ai l'honneur de vous apporter dans la note jointe, les précisions complémentaires sollicitées.

J'espère que ces éléments complémentaires permettront la bonne instruction de notre dossier.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous apporter toute information complémentaire.

Le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer  
des Alpes-Maritimes

Serge CASTEL

5

## NOTE COMPLÉMENTAIRE A L'ATTENTION DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

### Élaboration du PPR inondations de la commune de Le Cannet

Les inondations catastrophiques des 3 et 4 octobre 2015 ont rappelé la nécessité de couvrir rapidement d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRi) les communes présentant les plus forts enjeux et exposées à un aléa significatif.

C'est notamment le cas de la commune de Le Cannet, non couverte à ce jour d'un PPRi.

#### 1) Caractéristiques principales du plan

Le projet de PPRi a vocation à réglementer les aménagements et activités dans les zones soumises à un risque naturel. Il n'a donc en aucun cas pour effet de permettre ou de faciliter des aménagements qui n'auraient pas été possibles avant sa mise en œuvre. L'objectif principal du PPRi est justement de soustraire à l'urbanisation les secteurs les plus exposés à l'aléa inondation et d'imposer des prescriptions adaptées là où la construction restera possible sous certaines conditions au regard de la nature et de l'intensité du risque.

Le rapport que nous vous avons initialement remis a pu créer une certaine ambiguïté dans la partie 3.3 où est évoquée la création éventuelle de « zones d'expansions de crues ».

Il convient à ce titre de préciser qu'il ne s'agit en aucun cas de prescrire des travaux d'aménagement de cours d'eau dans le cadre de ce PPRi. Un des objectifs du PPRi est de soustraire à l'urbanisation certains secteurs hydrauliquement stratégiques des lits moyens et majeurs afin de préserver l'espace de bon fonctionnement des rivières dans leurs lits moyens et majeurs là où cela est encore possible. Cette démarche est conservatoire et non pas porteuse de prescriptions d'aménagements.

Le PPRi n'a aucunement pour conséquence de faciliter l'inondabilité de certains terrains par l'aménagement de cheminements préférentiels pour l'eau en cas de crue.

En conclusion sur ce point, le projet de PPRi ne comportera aucun programme de travaux d'aménagement des cours d'eau qui auraient pour effet de modifier la cartographie de l'aléa telle qu'il est perçu aujourd'hui.

#### 2) Caractéristiques de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan

Afin de compléter cette partie, nous ajoutons au dossier d'évaluation initial le plan élaboré dans le cadre du porter à connaissance de l'aléa inondation résultant des inondations d'octobre 2015. Cette cartographie doit permettre transitoirement à la commune de Le Cannet d'apprécier, au regard de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme visant la protection des biens des et des personnes, la teneur des avis qu'elle aura à produire en matière d'urbanisme sur le secteur impacté par la crue du 3 octobre 2015. Cette carte servira provisoirement de référence à l'instruction des projets avant l'approbation du PPRi.

À ce stade, la carte des enjeux qui permettra d'identifier les éléments présentant une sensibilité particulière, n'est pas encore réalisée. Néanmoins, nous sommes déjà en mesure d'affirmer que les secteurs inclus dans les enveloppes d'aléa fort ou modéré se verront imposer des mesures d'interdiction de construction ou d'autorisation sous réserve du respect de prescriptions fondées sur la prudence. À titre d'exemple, il pourra être imposé en zone d'aléa modéré une cote de plancher minimale au rez-de-chaussée ou encore l'interdiction de parkings souterrains. Il est aussi possible de prescrire des dispositions particulières sur le bâti comme l'aménagement de batardeaux amovibles pour certains projets immobiliers ou encore l'aménagement de zones refuges pour mettre hors d'eau les personnes présentes en cas d'inondation.

### 3) Description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan

Le projet de PPRi n'aura aucun impact environnemental négatif direct ou indirect. Il présentera essentiellement des contraintes supplémentaires pour les aménageurs et rendra impossible la réalisation de certains projets.

Le PPR ne prescrira pas de travaux en milieu sensible en dehors de ceux qui relèvent déjà d'obligations réglementaires pré-existantes comme l'entretien des cours d'eau ou des éventuels ouvrages de protection hydraulique.

Le PPR ne permettra pas d'ouvrir à l'urbanisation certains secteurs qui ne l'étaient pas auparavant par des ouvrages de protection dans la mesure où le PPR ne contiendra pas de programme de travaux de protection. Il aura en fait l'effet inverse en rendant impossibles certaines urbanisations dans les secteurs les plus exposés.

Le PPR est un document qui va dans le sens de la précaution et qui n'a pas vocation à permettre des projets qui auraient été impossibles avant sa mise en œuvre.

Le projet de PPR aura un impact positif sur la santé humaine puisqu'il vise à limiter l'exposition de la population au risque d'inondation. Il permettra notamment d'éviter que des établissements générant une fréquentation humaine importante soient implantés sur des terrains soumis à un aléa significatif.

La prévention des dommages aux biens et aux personnes est d'ailleurs l'essence même du plan envisagé.

Au bilan, le PPRi de Le Cannet correspondant à une première élaboration, son approbation n'aura pour effet que d'imposer des contraintes aux aménageurs et n'aura donc en aucun cas pour effet de permettre ou de faciliter des aménagements ayant des incidences environnementales. Le PLU de la commune devra lors de sa révision, intégrer ces contraintes.

✓



PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

# COMMUNE DE LE CANNET

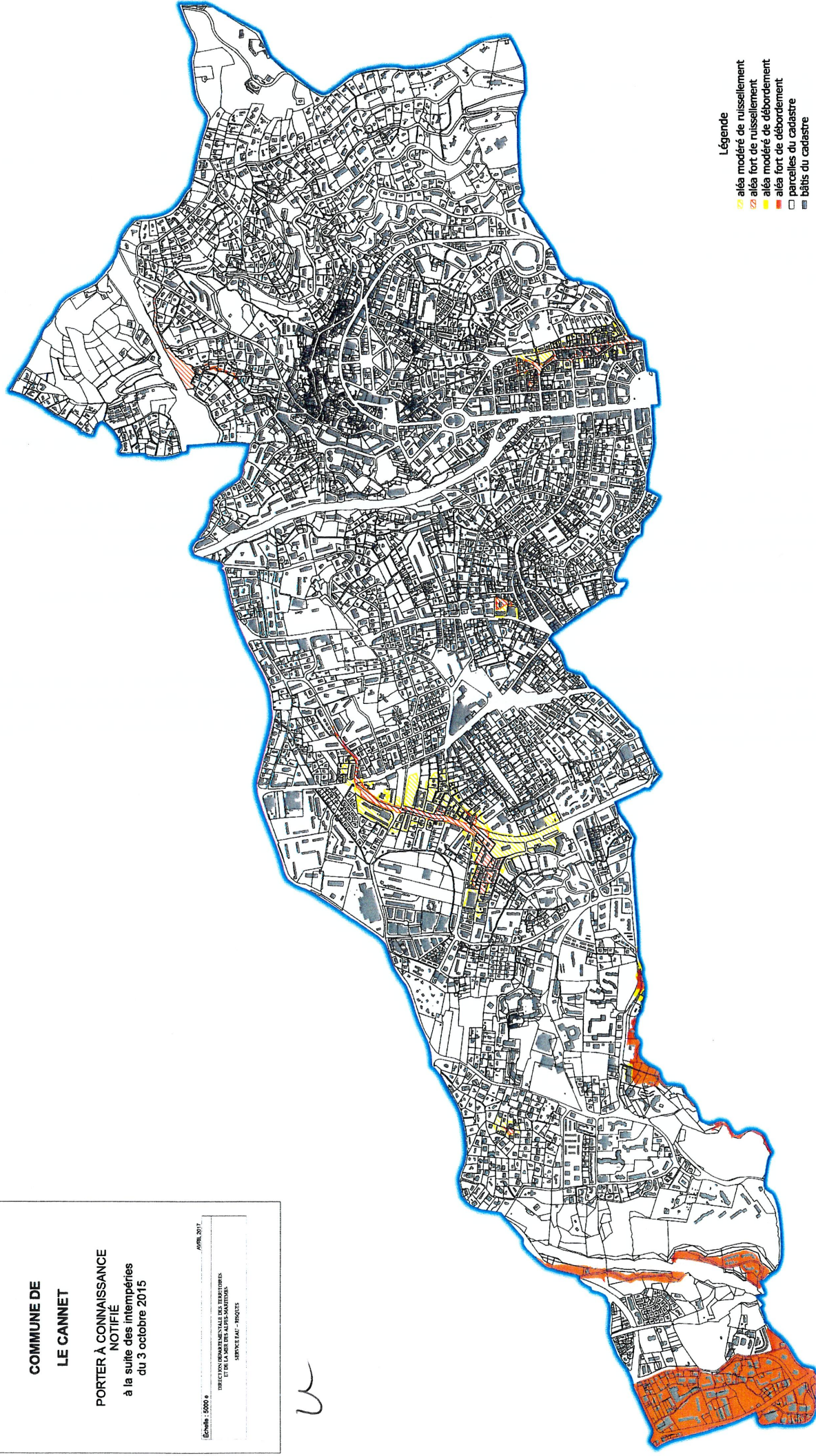
PORTER À CONNAISSANCE  
NOTIFIÉ  
à la suite des intempéries  
du 3 octobre 2015

Échelle : 5000 e

AVRIL 2017

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
ET DE LA MER DES ALPES-MARITIMES  
SERVICE TAUX - REDEVANCES

u



- Légende**
- aléa modéré de ruissellement
  - aléa fort de ruissellement
  - aléa modéré de débordement
  - aléa fort de débordement
  - parcelles du cadastre
  - bâtis du cadastre

